



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CEP/2002/11  
17 octobre 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT  
(Neuvième session, 4-6 novembre 2002)  
(Point 4 de l'ordre du jour provisoire)

**MINUTES DE LA RÉUNION DU BUREAU DU COMITÉ  
DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT  
(Genève, 11 septembre 2002)**

Établies par le secrétariat en concertation avec le Président

**I. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION  
DE L'ORDRE DU JOUR**

1. Le Bureau du Comité des politiques de l'environnement s'est réuni à Genève le 11 septembre 2002.
2. Le Président du Comité, M. Hugo von Meijenfeldt (Pays-Bas), a ouvert la réunion, à laquelle ont participé M<sup>me</sup> Helena Čizkova (République tchèque), M. Jon Kahn (Suède), M<sup>me</sup> Sibylle Vermont (Suisse) et M<sup>me</sup> Lynette Poulton (États-Unis d'Amérique). Le secrétariat était représenté par M. Kaj Bärlund (Directeur), M<sup>me</sup> Christina von Schweinichen (secrétaire du Comité), M. Bo Libert, M. Rainer Enderlein, M. Wiek Schrage, M. Jeremy Wates et M<sup>me</sup> Tea Aulavuo.
3. Le Bureau a ajouté les points suivants à son ordre du jour: i) classement par ordre de priorité des activités et des éléments du programme du Comité; ii) éducation en matière d'environnement; iii) initiatives sur l'eau; et iv) élection des membres du Comité européen de l'environnement et de la santé (CEES); il a changé l'ordre des points à l'étude et a adopté son ordre du jour.

## **II. FUTURS ENJEUX ET NOUVELLES ORIENTATIONS DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA CEE ET AVENIR DU PROCESSUS «UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE»**

4. Le Bureau a discuté des orientations futures de la CEE dans le domaine de l'environnement à la lumière des résultats du Sommet mondial pour le développement durable et sur la base de deux documents, l'un sur les «Enjeux et nouvelles orientations des politiques environnementales de la CEE» (CEP/2002/2), établi par M. Branko Bosnjakovic, consultant<sup>1</sup>, l'autre sur la «Gouvernance environnementale paneuropéenne» (CEP/2002/9), établi par M. Hugo von Meijenfeldt, Président du Bureau.

5. Le Bureau a procédé à un échange de vues sur les résultats du Sommet. Bien que certains membres aient émis des réserves sur le texte négocié, il est apparu que de nombreux résultats seraient utiles pour les travaux à venir. Malgré le langage abstrait utilisé en ce qui concerne les commissions régionales, il a semblé que les résultats du Sommet de Johannesburg avaient des retombées positives sur le rôle des commissions régionales, en particulier pour ce qui est du renforcement et de la mise en œuvre des stratégies régionales en faveur du développement durable dont il avait été convenu, dans le respect des dispositions pertinentes du programme Action 21. Il était fait état de ces stratégies dans les dispositions du plan de mise en œuvre adopté au Sommet mondial pour le développement durable (par. 73 et 74 et 141 à 144).

6. Le Bureau a adopté les conclusions suivantes:

a) À la lumière des résultats du Sommet mondial pour le développement durable, le Comité des politiques de l'environnement devrait très probablement repenser et réexaminer son futur rôle stratégique selon les critères de l'option 3 «intermédiaire» définis dans le document CEP/2002/2. Il faudrait conserver le mandat de base du Comité mais aussi développer et renforcer son rôle central dans le processus de développement durable au sein de la CEE. Le Comité, qui représentait le pilier environnemental, devrait élargir la portée de ses travaux pour accorder plus d'importance aux deux autres piliers (social et économique) du développement durable et continuer de prendre des mesures et de renforcer la mise en œuvre effective des protocoles et des conventions régionales sur l'environnement;

b) La CEE devrait renforcer la coopération entre les différents secteurs et avec les partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» pour mettre en œuvre les mesures s'inscrivant dans les domaines d'action prioritaires en matière de développement durable définis dans la Déclaration ministérielle adoptée lors de la Réunion ministérielle régionale en vue du Sommet mondial (ECE/AC.22/2001/2, par. 32 à 46 de la Déclaration ministérielle);

c) Des directives étaient également nécessaires à un niveau plus élevé et la CEE devrait jouer un rôle crucial à cet égard en faisant la jonction entre les différents secteurs et en coopérant avec les autres commissions régionales. Il faudrait continuer d'encourager et de renforcer la participation du secteur privé et des ONG.

---

<sup>1</sup> L'examen, au titre de ce point, des questions relatives au document CEP/2002/2 est consigné dans un additif audit document (CEP/2002/2/Add.1).

7. Il a été signalé au Bureau que le Séminaire de printemps de la CEE organisé dans le contexte de la session de la Commission en mars 2003 traiterait de différents aspects du développement durable. La Commission déciderait également de la suite à donner au Sommet mondial.

8. Afin de poursuivre le débat sur les orientations futures des politiques environnementales, le Bureau est convenu que:

a) Le consultant, M. Bosnjakovic, établirait un résumé des résultats des discussions tenues par le Bureau lors de la réunion en cours, qui serait présenté dans un additif au document CEP/2002/2, à la neuvième session du Comité au titre du point 4 de l'ordre du jour provisoire (ECE/CEP/85);

b) À la fin de la neuvième session du Comité, à l'issue du débat sur le point mentionné ci-dessus, le consultant mettrait à jour le document CEP/2002/2 en temps voulu pour qu'il puisse être examiné à la dixième session (extraordinaire) du Comité, qui se tiendrait les 18 et 19 février 2003;

c) Le consultant finaliserait ensuite le document à la fin du printemps 2003, compte tenu des décisions prises par le Comité en février 2003, de l'issue de la Conférence ministérielle de Kiev et l'avenir du processus «Un environnement pour l'Europe», et de la décision prise par la Commission sur le rôle de la CEE dans la suite à donner au Sommet mondial. Le Bureau voudrait peut-être approuver le document à sa réunion de juin-juillet 2003 en vue de sa présentation et de son adoption finale à la onzième session du Comité (20-22 octobre 2003).

9. Le Bureau a demandé au secrétariat d'établir un tableau faisant état des points pertinents qui figuraient dans le plan de mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement durable ainsi que des éléments du programme du Comité, pour déterminer quels étaient les points qui n'étaient pas traités par le Comité et ceux qui nécessiteraient plus d'attention.

10. Ce tableau serait présenté à la neuvième session du Comité avec les autres documents mentionnés ci-dessus pour faciliter les débats sur le point 4.

### **III. QUESTIONS DIVERSES**

#### **A. Espace économique européen commun**

11. Le Bureau a été informé des débats engagés au sein de la CEE par la Secrétaire exécutive, sur le rôle de la Commission dans la coopération interrégionale à l'issue de l'élargissement de l'UE, compte tenu des négociations bilatérales engagées entre l'UE et la Fédération de Russie sur la création d'un espace économique européen commun. On avait suggéré d'élargir la définition de cet espace économique pour y inclure également les autres pays non candidats à l'adhésion (Europe du Sud-Est et Communauté d'États indépendants), afin de continuer de favoriser leur intégration économique. La coopération entre l'UE et la Fédération de Russie était placée sous la conduite d'un groupe de haut niveau, constitué lors d'un sommet en 2001, dans le but d'établir les principes d'un resserrement des relations économiques entre l'UE et la Fédération de Russie, dans l'optique plus générale d'un rapprochement de ces deux entités.

12. Le Bureau a adopté les conclusions suivantes:

- a) Dans la mesure où les autres pays non candidats à l'adhésion ne semblaient pas directement impliqués dans cette démarche, il convenait de préciser et d'examiner plus avant l'intérêt et les objectifs spécifiques de l'«extension» proposée de l'espace économique, ainsi que le rôle de la CEE dans ce contexte;
- b) Si la CEE était amenée à poursuivre ses activités, elle devrait travailler en coopération étroite avec l'UE et la Fédération de Russie, sans qu'il y ait de «concurrence»;
- c) Les activités environnementales de la CEE étaient fondées sur un concept paneuropéen: tous les pays membres étaient placés sur un pied d'égalité et les outils visant à améliorer la qualité de l'environnement étaient non discriminatoires. Par exemple:
  - i) Le processus ministériel «Un environnement pour l'Europe» était conçu pour prendre en compte les besoins de l'ensemble de la région et de ses sous-régions à partir de l'identification des priorités. Les problèmes environnementaux du Groupe des 12 États nouvellement indépendants (G-12), bien que resitués dans le contexte plus large de l'Europe, faisaient l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la préparation de la Conférence de Kiev, qui se tiendrait en 2003;
  - ii) Les conventions de la CEE sur l'environnement formaient une base juridique pour la coopération dans le domaine de l'environnement. Tous ces instruments juridiques avaient été élaborés avec la participation active de la Commission européenne et de la Fédération de Russie. La législation de l'UE avait influé sur les instruments juridiques de la CEE et réciproquement;
  - iii) Le programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (THE PEP) visait à promouvoir et coordonner la mise en œuvre des politiques dans ces trois secteurs, afin de parvenir à des modes de transport viables pour l'environnement et pour la santé. La Fédération de Russie et la Commission européenne intervenaient toutes deux de façon active pour déterminer les actions et les domaines prioritaires; toutefois, les décisions étaient prises au niveau paneuropéen.

**B. Classement par ordre de priorité des activités et des éléments du programme du Comité**

13. Afin de préparer la demande d'ouverture de crédits pour la période biennale 2004-2005, il a été demandé au Bureau d'examiner et de classer par ordre de priorité les activités et les éléments du programme du Comité. Le Bureau a décidé de consulter tous les États membres par l'intermédiaire des chefs de délégation du Comité. Dans la mesure où certaines des activités en cours devaient s'achever à court terme, il a été demandé au secrétariat d'indiquer les éléments du programme qui prendraient fin après la Conférence ministérielle de Kiev, et par conséquent ne figureraient pas au programme de travail pour le prochain exercice 2004-2005. Le Comité pourrait, à sa onzième session en 2003, adopter une nouvelle orientation stratégique et ajouter de nouveaux éléments à son programme, en établissant dans le même temps un nouvel ordre de priorité.

### **C. Éducation en matière d'environnement**

14. M. Jon Kahn (Suède) a fait le point de la situation concernant l'initiative de la Suède et de la Fédération de Russie visant à développer dans la région une stratégie en matière d'éducation environnementale, qui serait présentée à la Conférence de Kiev. Un projet de document était actuellement établi en vue de le soumettre aux prochaines sessions du Comité des politiques de l'environnement et du Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires, qui se tiendraient en novembre 2002. La prochaine réunion du groupe de rédaction était prévue pour décembre 2002. Un effort serait fait pour remédier au manque de participation des ministères de l'éducation. Le Bureau est convenu que les représentants du Comité devraient être encouragés à promouvoir la coordination au niveau national et à établir des points focaux.

### **D. Initiatives sur l'eau**

15. Le secrétariat a informé le Bureau au sujet de l'initiative de l'UE sur l'eau, y compris son volet concernant les États nouvellement indépendants (NEI), lancée au Sommet mondial pour le développement durable. L'initiative de l'UE sur l'eau serait encore perfectionnée et présentée au troisième Forum mondial sur l'eau (mars 2003, Japon) en vue de son examen. Puis, le volet concernant les NEI serait présenté à la Conférence ministérielle de Kiev en vue de son adoption dans le cadre de la stratégie environnementale du G-12. Sous sa forme actuelle, le volet sur les NEI comportait trois domaines d'action fondamentaux: a) assainissement et approvisionnement en eau en milieu urbain, y compris le financement des infrastructures liées à l'eau, relevant principalement de l'Équipe spéciale du Programme d'action pour l'environnement (PAE) de l'Organisation de coopération et de développement économiques; b) gestion intégrée des ressources en eau, y compris les questions de gestion des bassins fluviaux transfrontières, essentiellement placée sous les auspices de la CEE-ONU et du Partenariat mondial pour l'eau en Europe; et c) zones côtières et milieu marin, domaine d'action confié au premier chef au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

16. Le Bureau a également pris note des travaux en cours sur la stratégie environnementale du G-12, qui devait être adoptée à la Conférence ministérielle de Kiev. En ce qui concerne les aspects de la stratégie environnementale liés à l'eau et le volet sur les NEI intégré à l'initiative de l'UE sur l'eau, le Bureau a particulièrement apprécié le fait que les organisations mentionnées ci-dessus aient pris des dispositions pour garantir la cohérence de ces deux entreprises, et notamment de leur mise en œuvre future.

17. M<sup>me</sup> Vermont (Suisse) a fait état d'une activité menée par la Suisse en marge du Sommet mondial pour le développement durable. La Suisse, en partenariat avec le Bureau de la Convention de Ramsar et le Fonds mondial pour la nature (WWF), élaborait une politique sur la gestion durable des ressources en eau fondée sur une approche holistique des écosystèmes. Un document directif a été présenté. La Suisse prévoyait de réviser ce document sur la base des observations reçues et de le présenter au troisième Forum mondial sur l'eau au Japon (16-23 mars 2003).

### **E. Négociations en cours au titre des conventions de la CEE**

18. Le Bureau a été informé de l'avancement des négociations sur les instruments juridiquement contraignants relatifs aux registres des rejets et des transferts de polluants (RRTP) au titre de la Convention d'Aarhus et à la responsabilité civile au titre de la Convention sur l'eau et de la Convention sur les accidents industriels. Ces instruments devraient être prêts à temps en vue de leur adoption et de leur signature à la prochaine Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» à Kiev en 2003.

19. Le Président du Groupe de travail sur le protocole relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques, M. Terje Lind, a rendu compte de l'avancement des négociations sur le protocole. Il a communiqué au Bureau des informations sur les réalisations, telles les dispositions relatives à la santé, et sur le champ d'application. Il a également précisé qu'un certain nombre de questions étaient toujours à l'examen, les opinions divergeant quant au résultat final auquel il conviendrait d'aboutir.

20. Pour faire en sorte que le protocole relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques soit adopté et signé par le plus grand nombre de pays, le Bureau a encouragé les chefs de délégation du Comité à coordonner avec les experts nationaux prenant part au Groupe de travail leurs contributions respectives.

21. Par ailleurs, le Bureau est convenu qu'il devrait, tout comme le Comité, apporter tout le soutien nécessaire à la finalisation du protocole avant la Conférence de Kiev, comme il en avait été décidé à la Réunion ministérielle régionale en vue du Sommet mondial et ainsi qu'il ressortait de la Déclaration ministérielle (ECE/AC.22/2001/2, par. 44 de la Déclaration ministérielle).

### **F. Élection des membres du Comité européen de l'environnement et de la santé (CEES)**

22. Le Bureau a demandé au secrétariat d'informer les délégations des résultats de l'élection organisée par le Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin de sélectionner de nouveaux membres du CEES, issus du secteur de la santé, originaires des pays suivants: Hongrie, Ouzbékistan, Royaume-Uni et Turquie. Il a été demandé aux délégations du Comité de présenter leurs candidats aux élections lors de la neuvième session. Les membres sortants du CEES issus du secteur de l'environnement étaient originaires des pays suivants: Autriche, Bulgarie, Italie et République de Moldova.

## **IV. PROCHAINE RÉUNION**

23. Le Bureau a décidé de tenir sa prochaine réunion le lundi 4 novembre 2002, à partir de 9 h 30, avant la neuvième session du Comité des politiques de l'environnement.

-----